



Restructuration du site de Défense de Châlons-en-Champagne

Une activité économique équivalente à 1 380 emplois

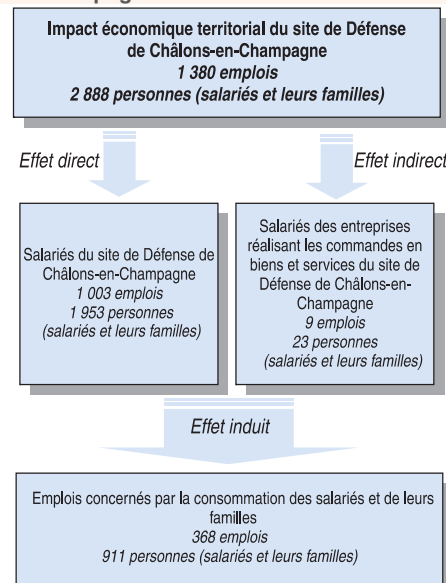
Les dissolutions du premier régiment d'artillerie de marine et de la première brigade mécanisée entraînent, courant 2015, le départ de 1 003 emplois d'agents civils et militaires du site de Défense de Châlons-en-Champagne. En plus de ce millier d'emplois, 377 sont liés à la présence du site de Défense : ils découlent de la consommation des agents civils et militaires, de leurs familles et des commandes passées par le site de Défense auprès des entreprises locales. Plus de 90 % de ces 1 380 emplois sont localisés à Châlons-en-Champagne, représentant 5,3 % de l'emploi salarié de la commune. Ces salariés et leurs familles constituent une population de 2 890 personnes, dont deux tiers vivent à Châlons-en-Champagne où ils représentent 4,1 % des habitants. Les autres résident principalement aux alentours, la zone d'emploi de Châlons-en-Champagne en regroupe 85 %.

Anh Van Lu, Insee

Dans le cadre du processus de restructuration des sites militaires, suite au Livre Blanc sur la défense et la sécurité nationale de 2013 et à la loi n°2013-1168 du 18 décembre 2013 relative à la programmation militaire pour les années 2014 à 2019, le ministre de la Défense a annoncé, le 15 octobre 2014, les dissolutions du 1^{er} régiment d'artillerie de marine et de la 1^{re} brigade mécanisée, deux unités localisées à Châlons-en-Champagne. Ces dissolutions ont eu lieu respectivement le 30 juin 2015 et le 21 juillet 2015. Le Premier ministre a chargé le Préfet de la région Champagne-Ardenne, Préfet de la Marne, d'accompagner la redynamisation du territoire en élaborant un Contrat de Redynamisation de Site Défense (CRSD) qui s'appuie sur une stratégie, durable et créatrice d'emplois, de dynamisation économique du territoire (encadré « Les actions d'accompagnement de la restructuration du site de Défense de Châlons-en-Champagne »).

Fin 2014, le site de Défense de Châlons-en-Champagne concerné par les restructurations militaires emploie directement 1 003 agents (figure 1) répartis entre le 1^{er} régiment d'artillerie de marine (719 agents), la compagnie de commandement et des transmissions (135 agents), l'état-major de la 1^{re} brigade mécanisée (70 agents), la compagnie d'encadrement du personnel militaire (51 agents) et 28 autres agents. L'impact économique territorial du site ne se réduit pas aux emplois des salariés militaires et civils. Comme toute entreprise, les établissements militaires effectuent des achats de biens et de services. L'activité générée par les prestataires de services et les fournisseurs du site représente ainsi l'équivalent de 9 emplois indirects (encadré « L'évaluation de l'impact économique territorial du site de Défense de Châlons-en-Champagne »). Par ailleurs, les salariés vivent sur le territoire, qu'ils soient employés

1 Répartition des emplois et de la population liés au site de Défense de Châlons-en-Champagne



Sources : Insee, synthèse de sources multiples ; ministère de la Défense

directement ou indirectement par le site. Leurs dépenses de consommation et celles de leurs familles représentent l'équivalent de 368 emplois induits par leurs présences. Au total, 1 380 emplois sont liés directement, indirectement ou sont induits par la présence du site de Défense à Châlons-en-Champagne.

Près de 2 000 personnes directement concernées par les restructurations

En tenant compte des doubles comptes et des célibataires géographiques (*définitions*), les 1 003 agents, militaires ou civils, du site de Défense de Châlons-en-Champagne constituent, avec leurs familles, une population de 1 953 personnes.

Plus de la moitié des agents (534 d'entre eux) résident dans une des casernes des quartiers militaires, principalement ceux de Février et de Chanzzy, localisées à Châlons-en-Champagne (*figure 2*). Une grande majorité de ces agents est célibataire sans enfant (496 d'entre eux). Les agents qui résident en dehors des casernes sont soit locataires du parc privé (266) ou d'un logement social (66), soit propriétaires de leur logement (137). Seuls 93 agents logés hors caserne sont des célibataires sans enfant, résidant principalement en location dans le parc privé. Les agents logés hors caserne non célibataires sont pour 359 d'entre eux en couple (mariés ou pacsés), dont 255 avec des enfants, et pour 55 d'entre eux en situation de monoparentalité (séparés ou veufs). Le nombre total d'enfants âgés de 0 à 23 ans des agents concernés par les restructurations militaires s'élève à 639, quel que soit leur lieu de résidence.

Un effet limité sur les fournisseurs et prestataires locaux

En 2014, le montant des commandes en biens et en services, hors marchés nationaux, du site de Défense s'élève à 0,4 million d'euros. Ces commandes sont, pour la plupart, effectuées auprès de

2 Type de logements et composition familiale des 1 000 agents du site de Défense de Châlons-en-Champagne

	Nombre	%
Agents du site de Défense	1 003	100,0
En location (logement social)	66	6,6
En location (parc privé)	266	26,5
Propriétaire	137	13,7
Logé au quartier	534	53,2
Marié ou pacsé	359	35,8
dont ayant au moins un enfant	255	25,4
Veuf ou séparé ayant au moins un enfant	55	5,5
Célibataire sans enfant (*)	589	58,7
Sans enfant	693	69,1
Ayant 1 enfant	105	10,5
Ayant 2 enfants	121	12,1
Ayant 3 enfants ou plus	84	8,4

Lecture : parmi les 1 003 agents du site de Défense de Châlons-en-Champagne, 66 vivent en location dans un logement social, soit 6,6 % d'entre eux.

(*) y compris veuf ou séparé sans enfant

Sources : Insee, synthèse de sources multiples ; ministère de la Défense

fournisseurs et d'entreprises des secteurs de la construction, de l'entretien et de la réparation, et de l'énergie. Leur montant varie selon les années : il atteignait 1,0 million d'euros en 2011, plus du double de celui de 2014. Même pour le montant de commandes le plus élevé, l'impact sur l'économie locale demeure faible, comme pour tous les autres sites militaires pour lesquels une évaluation similaire a été effectuée. Les commandes de l'armée sont en effet essentiellement contractées sous la forme de marchés publics nationaux. Les commandes du site de Défense réalisées localement représentent ainsi l'équivalent d'un maximum de 9 emplois indirects. Les salariés de ces emplois indirects et leurs familles représentent 23 personnes.

Près de 370 emplois induits par la consommation des personnes

L'emploi lié au site de Défense de Châlons-en-Champagne ne se limite pas aux emplois directs et indirects. Les

militaires, les civils, les salariés des fournisseurs et prestataires et leurs familles respectives contribuent aussi à l'activité économique locale, ils consomment ou investissent pour un équivalent de 368 emplois induits. Les deux tiers de ces emplois induits (252) correspondent à de la consommation en services non marchands : administrations publiques, enseignement, santé et action sociale. Un cinquième (75 emplois) est lié à de la consommation en services marchands, dont principalement le transport, la restauration et les services financiers. Les emplois induits restants (41) se partagent entre les secteurs de l'industrie, de la construction et du commerce. Les salariés des emplois induits et leurs familles représentent 911 personnes.

La quasi-totalité des emplois concernés localisés dans la zone d'emploi de Châlons-en-Champagne

Dans le cadre du CRSD, des premières actions sont entrées en vigueur le 31 mai 2015. Un ensemble de mesures vise à développer l'attractivité du territoire en soutenant la création d'activités nouvelles et les projets de développement et de diversification d'activité sur la zone d'emploi (*définitions*) de Châlons-en-Champagne, classée en Zone de Restructuration de Défense ZRD (de catégorie 1) par des exonérations fiscales et sociales, et des prêts à taux bonifié. Plus de 95 % des emplois directs, indirects et induits liés au site de Défense de Châlons-en-Champagne sont en effet localisés dans la zone d'emploi de Châlons-en-Champagne (*figure 3*). Outre les emplois directs localisés à Châlons-en-Champagne, elle concentre également 327 des 368 emplois induits, soit 88,9 % d'entre eux. En effet, les dépenses des agents du site et leurs familles s'effectuent généralement à proximité de leur lieu de résidence, qui se situe en grande partie dans la zone d'emploi (*figure 4*) : 1 643 des 1 953 personnes (84,1 %) y vivent. Les lieux d'habitation sont soit très proches de Châlons-en-Champagne,

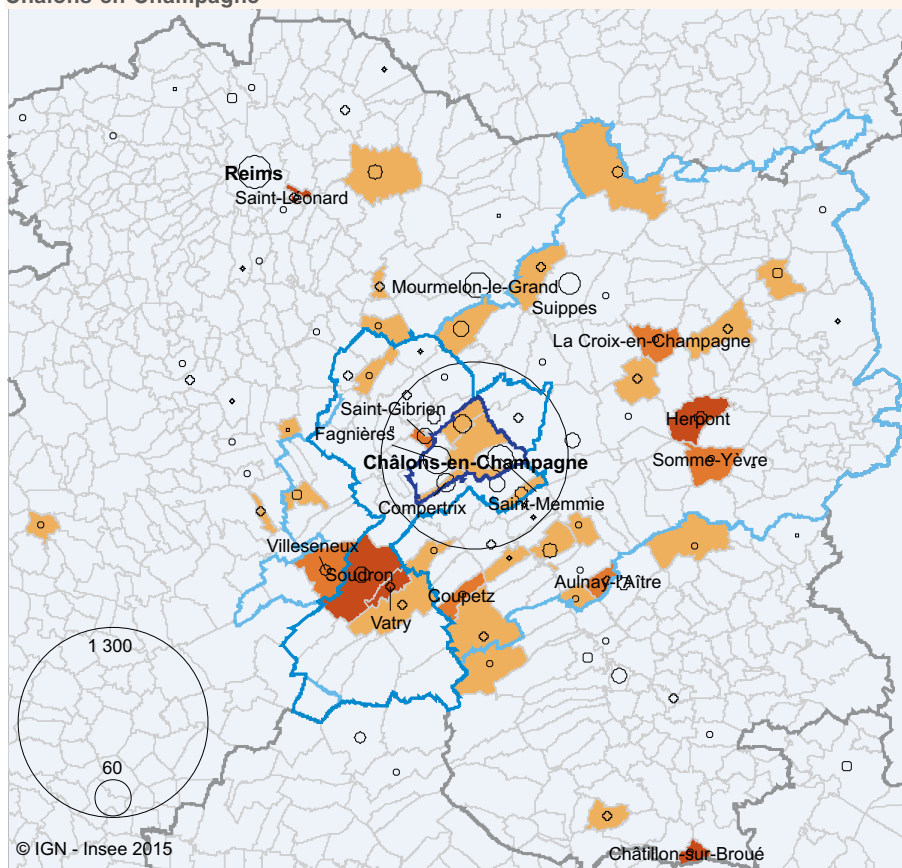
3 Localisation des 1 380 emplois et des 2 888 personnes liés au site de Défense de Châlons-en-Champagne

	Total	Département de la Marne		Zone d'emploi (ZE) de Châlons-en-Champagne		Communauté d'agglomération de Châlons-en-Champagne (CAC)		Commune de Châlons-en-Champagne	
		Nombre	Part dans la Marne (%)	Nombre	Part dans la ZE (%)	Nombre	Part dans la CAC (%)	Nombre	Part dans la commune (%)
Emplois localisés au lieu de travail	1 380	1 374	0,7	1 333	3,4	1 317	4,0	1 271	5,3
dont emplois du site de Défense (directs)	1 003	1 003	0,5	1 003	2,6	1 003	3,1	1 003	4,2
emplois générés par les commandes du site de Défense (indirects)	9	9	0,0	3	0,0	3	0,0	1	0,0
emplois générés par la consommation des salariés des emplois directs et indirects et leurs familles (induits)	368	362	0,2	327	0,8	311	1,0	267	1,1
Population des salariés et leurs familles au lieu de résidence	2 888	2 811	0,5	2 457	2,3	2 222	3,1	1 867	4,1
dont salariés des emplois directs	1 953	1 895	0,3	1 643	1,6	1 455	2,0	1 228	2,7
salariés des emplois indirects	23	20	0,0	6	0,0	5	0,0	3	0,0
salariés des emplois induits	911	896	0,2	808	0,8	762	1,1	637	1,4

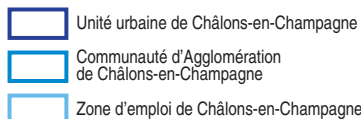
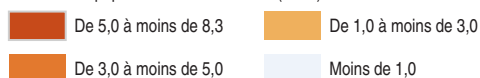
Lecture : parmi les 1 380 emplois liés au site de Défense de Châlons-en-Champagne, 1 374 sont localisés dans le département de la Marne, ce qui représente 0,7 % de l'emploi salarié total du département.

Sources : Insee, synthèse de sources multiples ; ministère de la Défense

4 Lieu de résidence des militaires et civils et de leurs familles du site de Défense de Châlons-en-Champagne



Part dans la population de la commune (en %)



Lecture : 1 228 personnes (agents du site de Défense de Châlons-en-Champagne et leurs familles) résident à Châlons-en-Champagne, et représentent 2,7 % de la population de la commune ; 16 personnes (agents du site et leurs familles) résident à Soudron, et représentent 5,1 % de la population de la commune.

Sources : Insee, synthèse de sources multiples ; ministère de la Défense

soit en bordure de son aire d'influence, comme les communes de Mourmelon-le-Grand, Suippes, Villeseneux, Soudron. Les emplois et la population liés au site de Défense localisés dans la zone d'emploi de Châlons-en-Champagne

représentent 3,4 % de l'emploi salarié et 2,3 % de la population de la zone. La quasi-totalité du reste des emplois est localisée dans le département de la Marne, notamment à Reims et ses alentours. Le département regroupe 1 374 des

1 380 emplois directs, indirects et induits liés à la présence du site de Défense.

Un impact concentré sur Châlons-en-Champagne

Parmi les autres actions du CRSD entrées en vigueur le 31 mai 2015, une mesure vise à soutenir les commerçants et artisans présents à Châlons-en-Champagne. La commune de Châlons-en-Champagne a ainsi été classée en Zone de Restructuration de Défense (de catégorie 2). Les entreprises exerçant à titre principal une activité commerciale ou artisanale peuvent bénéficier d'un crédit d'impôt de cotisation foncière d'entreprise (CFE), sous conditions de taille limite en nombre de salariés et chiffre d'affaires. La commune de Châlons-en-Champagne est en effet la plus touchée par les restructurations militaires : elle regroupe 92,1 % de l'ensemble des emplois liés (directs, indirects et induits) au site de Défense. En termes de population concernée, le poids de la commune serait moindre : elle regroupe 1 867 personnes dont 277 enfants, soit 66,6 % de la population liée au site de Défense. Outre le fait qu'une partie des agents travaillant à Châlons-en-Champagne réside en dehors de la commune, la plus forte présence de personnes seules dans les casernes situées à Châlons-en-Champagne contribue également à cette différence. De plus, une partie des biens et des services consommés ou investis par les ménages est commercialisée ou produite par des entreprises quasiment exclusivement localisées dans la ville-centre. Au total, les emplois liés au site de Défense représentent 5,3 % de l'emploi salarié de la commune ; une fois leurs familles prises en compte, la population concernée représente 4,1 % de la population de la commune. ■

Les actions d'accompagnement de la restructuration du site de Défense de Châlons-en-Champagne

Conscient de l'importance des conséquences des réorganisations militaires, le gouvernement accompagne la redynamisation économique du territoire au moyen de deux contractualisations : le Contrat de Redynamisation de Site de Défense (CRSD) et le Contrat d'accompagnement aux restructurations (CAR) de Châlons-en-Champagne.

L'État engage une enveloppe de 30 millions d'euros à l'attention de cet accompagnement territorial (11 millions d'euros au titre du CRSD et 19 millions d'euros au titre du CAR). Au total, ces deux contrats mobiliseront plus de 131 millions d'euros, dont 68 millions d'euros provenant des contributeurs publics (État, Ville et Communauté d'Agglomération de Châlons-en-Champagne, Conseil Départemental de la Marne, Conseil Régional de Champagne-Ardenne, Fonds européens et Caisse des Dépôts et Consignations), le reste provenant de fonds privés. Signés le 28 août 2015 par le Premier Ministre et les signataires, ils permettront la mise en œuvre d'actions découlant du projet stratégique défini par l'Agglomération, bâti autour de quatre axes d'intervention :

- accompagner la redynamisation globale du centre-ville et faire de Châlons-en-Champagne un exemple de réussite économique et résidentielle ;
- développer le tissu économique local par une politique de soutien des pouvoirs publics favorable à l'investissement des entrepreneurs et à la transformation des opportunités économiques ;
- structurer les filières de croissance ;
- promouvoir l'ambition internationale de l'agglomération.

En complément du CRSD, un dispositif d'exonérations fiscales et sociales a été mis en place via le classement du territoire en Zone de Restructuration de Défense (ZRD). L'arrêté de classement, publié au Journal Officiel de la République française le 30 mai 2015, permet aux entreprises créant de l'activité sur la zone d'emploi de Châlons-en-Champagne entre le 31 mai 2015 et le 30 mai 2018, de bénéficier pendant cinq ans d'une exonération d'impôts sur les bénéfices, d'une exonération de charges sociales, d'une exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties, de cotisation foncière des entreprises (CFE) et de cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE), sous couvert d'éligibilité.

En outre, l'arrêté classe également Châlons-en-Champagne en Zone de Restructuration de Défense de catégorie 2. Il permet aux entreprises commerciales et artisanales, de moins de 10 salariés et de moins de 2 millions d'euros de chiffre d'affaires ou total de bilan, de bénéficier pendant 3 ans (2015, 2016 et 2017) d'un crédit d'impôt de cotisation foncière des entreprises (CFE) de 750 euros par an et par salarié existant au 1^{er} janvier de l'année précédente. Des prêts spécifiques (SOFIRED) sont également mobilisables auprès de BPI France.

<http://www.marne.gouv.fr/Actualites/Contrat-de-redynamisation-du-site-de-defense-de-Chalons-en-Champagne>

Source : Secrétariat Général pour les Affaires Régionales (SGAR) de la préfecture de Champagne-Ardenne

L'évaluation de l'impact économique territorial du site de Défense de Châlons-en-Champagne

L'évaluation de l'impact économique territorial du site de Défense de Châlons-en-Champagne permet de mesurer l'emprise de celui-ci sur le territoire à travers les emplois qui lui sont liés. Elle ne peut être utilisée pour prévoir les emplois qui seraient supprimés suite à sa fermeture. Par exemple, les entreprises prestataires ne réalisant qu'une part de leur chiffre d'affaires avec le site de Défense devraient parvenir à en compenser la perte. Il pourrait en être de même pour certains emplois induits par la consommation des salariés et de leurs familles.

L'évaluation territorialisée de l'impact lié aux activités du site de Défense de Châlons-en-Champagne est mesurée par l'addition de trois effets :

- l'effet direct comptabilise les agents employés sur le site, localisés à leur lieu de travail ;
- l'effet indirect comptabilise les emplois des établissements réalisant les commandes en biens et services du site de Défense à leur lieu de travail. Ces commandes correspondent à l'ensemble des facturations d'une année donnée aux fournisseurs et prestataires de services hors marchés nationaux ;
- l'effet induit par les salariés comptabilise les emplois créés par la consommation des salariés des effets directs et indirects et leurs familles respective. Ces emplois sont localisés à proximité du lieu de résidence des salariés.

Évaluation des emplois indirects

Pour chaque établissement fournisseur, la part des emplois de l'établissement liés à la présence du site militaire (soit les emplois dits « indirects ») est estimée par le montant des facturations annuelles déclarées relativement à cet établissement rapporté à sa « richesse dégagée ». La richesse dégagée d'un établissement est évaluée par le montant de chiffre d'affaires annuel déclaré par l'entreprise à laquelle il appartient multiplié par le poids de l'établissement concerné dans la masse salariale globale de l'entreprise. Faute d'informations complémentaires, le lieu de résidence des familles d'un salarié des emplois indirects et induits est supposé par hypothèse comme identique au lieu de travail du salarié.

Évaluation des emplois induits

Les emplois liés à la consommation des salariés des emplois directs et indirects et leurs familles (soit les emplois dits « induits ») sont tout d'abord estimés au niveau des bassins de vie de résidence, puis répartis au sein des communes du bassin de vie. Au sein de chaque bassin de vie, les emplois induits sont estimés comme le produit entre la part de la population du bassin de vie correspondant aux salariés des emplois directs et indirects et leurs familles et les emplois du bassin de vie liés à la consommation de l'ensemble de la population y résidant.

Les emplois liés à la consommation de l'ensemble de la population résidant dans le bassin de vie sont déterminés, pour chaque secteur d'activité en nomenclature d'activité agrégée A88, en multipliant le nombre d'emplois présents dans le bassin de vie pour le secteur concerné par un « ratio de consommation des ménages ». Ce ratio de consommation des ménages correspond à la part de la consommation et de l'investissement imputable aux ménages pour le produit concerné dans la consommation et l'investissement de l'ensemble de l'économie française dans les Comptes Nationaux. Pour chaque bassin de vie et chaque secteur d'activité, les emplois induits sont ensuite répartis au niveau communal en privilégiant les communes de résidence des salariés, puis les communes alentour.

Évaluation de la population liée aux emplois directs

La population liée aux militaires et civils du site de Défense de Châlons-en-Champagne est de 1 953 personnes. On comptabilise dans cette population le personnel (1 003 agents), leurs conjoints (359 personnes) et leurs enfants (639 personnes) auxquels sont exclus les familles des célibataires géographiques (38 personnes) et les doubles comptes liés aux couples formés par deux agents du site (10 personnes). En effet, 3 couples sont formés par 2 agents du site de Défense et sont ainsi comptabilisés deux fois. Quelques agents non célibataires (17 personnes) résident en caserne et vivent éloignés de leurs familles, qui résident toutes en dehors du département, elles ne sont pas directement impactées par la restructuration.

Retraitement de l'évaluation des emplois induits en tenant compte des spécificités du territoire

L'évaluation des emplois induits au sein du bassin de vie de Châlons-en-Champagne a fait l'objet d'un traitement particulier. Dans la méthode initiale, l'ensemble des emplois du bassin de vie est supposé être consommé intégralement au sein du bassin de vie. Or, le secteur des Administrations Publiques, qui compte 7 560 emplois à Châlons-en-Champagne en fin d'année 2012 (source : Insee, Clap 2012), est constitué à 80,8 % d'établissements d'administrations ayant un rayonnement régional ou départemental (préfecture de région, directions régionales de l'État...). Ils ne peuvent être par conséquent considérés comme uniquement consommés au sein du bassin de vie de Châlons-en-Champagne. L'évaluation des emplois induits pour le secteur des administrations publiques pour le bassin de vie de Châlons-en-Champagne a été calculée sur le champ restreint des établissements ayant un rayonnement local. Ces établissements représentent 1 460 emplois, soit 19,2 % de l'emploi du secteur à Châlons-en-Champagne dont le plus important est la Commune de Châlons-en-Champagne (800 emplois).

Sources et définitions

- L'estimation des différents effets en matière d'emploi direct et indirect mobilise les **données fournies par le ministère de la Défense** : données déclaratives des agents du Site de Défense de Châlons-en-Champagne, données comptables de commandes aux fournisseurs de biens et prestataires de services. Elle mobilise également les sources Insee sur l'emploi (**Connaissance Locale de l'Appareil Productif** et **Déclarations Annuelles de Données Sociales**), sur les entreprises (**Fichier Approché des Résultats d'États**) et le **recensement de la population**.
- Un **célibataire géographique** est une personne vivant éloignée de sa famille pour raison professionnelle.
- Une **zone d'emploi** est un espace géographique à l'intérieur duquel la plupart des actifs résident et travaillent, et dans lequel les établissements peuvent trouver l'essentiel de la main d'œuvre nécessaire pour occuper les emplois offerts. Le découpage en zones d'emploi constitue une partition du territoire.

Insee Champagne-Ardenne

10 rue Édouard Mignot
CS 10048
51721 Reims Cedex

Directrice de la publication :

Laurence Bloch

Rédacteur en chef :

David Bates

ISSN 2416-8025

© Insee 2015

Pour en savoir plus

- « Dissolution de la base aérienne 102 : Un impact concentré sur cinq communes », D. Brion, A. Ulrich, Insee Analyses Bourgogne n°10 - mai 2015
- « 600 personnes concernées par la restructuration de la base aérienne de Luxeuil-les-Bains Saint-Sauveur », S. Adrover, A. Mirault, Insee Analyses Franche-Comté n°5 - décembre 2014
- « Plus de 1 500 personnes potentiellement impactées par les restructurations de la base aérienne dans l'arrondissement de Châteaudun depuis 2007 », S. Héran, Insee Analyses Centre n°5 - octobre 2014
- « La base aérienne 112 : Un effet limité sur l'activité économique », N. Panafieu, M. Bréfort, Insee flash Champagne-Ardenne n°104 - juin 2009

